



MISSION DE RECHERCHE
Droit & Justice



Rapport d'activité 2016 et prévisions 2017



Février 2017



Sommaire

L'activité scientifique du GIP en 2016

Le soutien à la recherche	2
La valorisation de la recherche	6
Focus sur les recherches terminées en 2016, leur diffusion et leur valorisation	10

Prévisions pour 2017

La production scientifique à venir	12
Les opérations de valorisation en 2017	13

Annexe

Les recherches en cours, panorama thématique	15
--	----



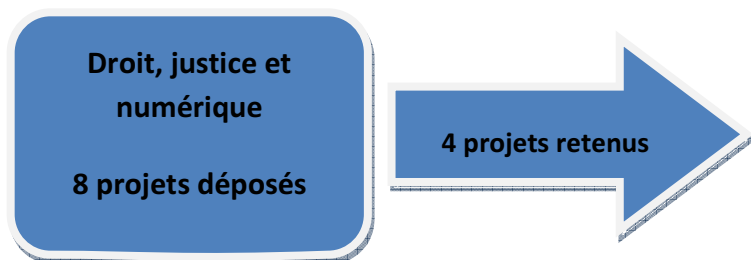
L'activité scientifique du GIP en 2016

1. Le soutien à la recherche

En 2016, le GIP Mission de recherche Droit et Justice a retenu **22 projets de recherche** : 11 dans le cadre des appels à projets, 11 dans le cadre du « gré à gré ».

Cette sélection **porte à 63 le nombre de recherches actuellement en cours**¹, d'une durée de deux ans *a priori*, dont la Mission assure, comme chaque année, le suivi scientifique ainsi que le suivi administratif et financier.

1.1. 22 projets reçus dans le cadre des appels à projets dont la liste a été approuvée par l'assemblée générale du 25 novembre 2015



Marc Renneville, *HUGO. L'outil numérique au service du patrimoine judiciaire*, CLAMOR. Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice/CNRS

Pierre Bonin, *Cartographies en ligne et analyse du droit enseigné*, GIP « Université Numérique Juridique Francophone »

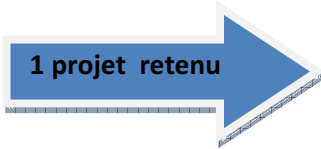
Emilie Potin, *La correspondance numérique dans les mesures de placement au titre de l'assistance éducative*, Centre interdisciplinaire d'analyse des processus humaines et sociaux-Université de Rennes 2

Lemy Godefroy, Jacques Levy Vehel, *Comment le numérique transforme le droit et la justice par de nouveaux usages et un bouleversement de la prise de décision. Anticiper les évolutions pour les accompagner et les maîtriser*, Université Nice Sophie Antipolis-GREDEG

¹ Ces recherches sont présentées, par grands thèmes, en annexe.



Le racisme
2 projets déposés



Abdellali Hajjat, Audrey Célestine, *Des paroles et des actes, la justice face aux infractions racistes*, ISP-Université Paris Ouest Nanterre la Défense

La laïcité
7 projets déposés



Elsa Forey, *L'application du principe de laïcité dans la justice*, CREDESPO-Université de Bourgogne

Mathilde Philip-Gay, *La laïcité dans la justice*, Equipe de droit public-Université Jean Moulin Lyon 3

Christine Pauti, *La laïcité dans la justice*, Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Isabelle Sayn, *Les barèmes et autres outils d'aide à la décision dans le fonctionnement du droit et de la justice*, CERCRID, Université Jean Monet de Saint-Etienne

La barémisation
5 projets déposés

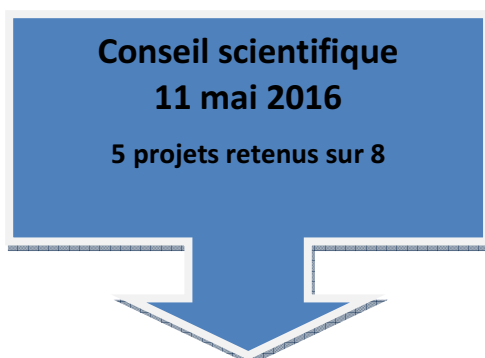


Stéphane Gerry-Vernières, *La barémisation de la justice*, CRJ, université Grenoble Alpes

Cécile Bourreau-Dubois, *La barémisation de la Justice : une approche par l'analyse économique du droit*, BETA, Université de Lorraine



1.2. 11 projets retenus dans le cadre du « gré à gré » (les projets spontanés)



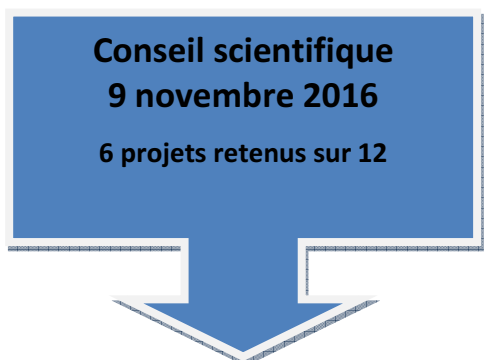
Olivier Razac, Fabien Gouriou, Jérôme Ferrand, *Eprouver le sens de la peine : les probationnaires face à l'éclectisme pénal*, PPL-Université de Grenoble

Antoine Vauchez, *Juges, régulateurs et déontologues. Politiques de l'indépendance et nouvelles formes d'autorité publique*, CESSP-Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Gaëlle Clavandier, Guillaume Rousset, *PERISENS : Périnatal, statuts, enregistrement et statistiques. Processus de reconnaissance des enfants sans vie : entre traitements différenciés et inégalités*, Centre Max Weber-Université de Lyon 2 / CNRS

Eve Truilhé-Marengo, *Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, CERIC-Université d'Aix-Marseille / CNRS

Blandine Mallevey, *Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales*, Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit-Institut catholique de Lille



Catherine Lenzi, Philip Milburn, Nicolas Sallée, Bruno Milly, *Le travail éducatif contraint en milieu ouvert dans la prise en charge pénale des mineurs. Regards croisés France-Québec*, Espace de Recherche et de Prospective, IREIS Rhône-Alpes



Marta Torre Schaub, *Les dynamiques du contentieux climatique. Usages et mobilisation du droit face à la cause climatique*, ISJPS-Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / CNRS

Claire de Galembert, *La fabrique de l'aumônerie musulmane de prison en France*, ISP-Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense

Fabrice Guibaud, *La socialisation professionnelle des surveillants de prison, 1993-2017. Une perspective longitudinale, quantitative et qualitative*, CURAPP-ESS-Université de Picardie Jules Verne / CNRS

Bénédicte Lavaud-Legendre, Guy Melançon, *Analyse et visualisation des réseaux criminels de traite des êtres humains-AVRES*, COMPTRASEC-Université de Bordeaux / CNRS

Alain Pirotte, Aikaterini Titi, *L'impact des traités d'investissement sur les flux d'investissements directs étrangers. Une nouvelle approche par la prise en compte des règles de droit des traités*, CRED-Université Paris 2 Panthéon Assas

1.3. Enfin, des travaux scientifiques complémentaires

**Deux « états de l'art » (le point des connaissances sur une question donnée):
sur les victimes, ainsi que sur les neurosciences et le droit**

Victor Genevès et Laura Pignatel, *Droit et neurosciences*, Centre de recherche en droit public-Université de Montréal/ISP-CNRS-ENS Cachan, Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles-Université Aix-Marseille.

Hélène Duffuler-Vial, *La nouvelle place de la victime au sein du procès pénal*, Centre d'histoire judiciaire-Université de Lille 2.

Une « recherche-action » : la sociologie des magistrats

Laurent Willemez, *La profession de magistrat dans les années 2010 : morphologie du groupe, représentations du métier et conditions de travail*, Laboratoire Printemps-Université de Versailles-Saint-Quentin.



2. La valorisation de la recherche

2.1. Les événements et publications scientifiques

Un colloque « **Les personnes âgées en détention** », co-organisé avec la DAP, le 30 septembre 2016 à l'auditorium du ministère de la Justice, avec la présentation de deux recherches soutenues par la Mission, ainsi que des conclusions d'un rapport IGSJ-IGAS et l'intervention du CGLPL.

Un séminaire de travail sur « **la mesure de la performance dans les juridictions** » : réunion de présentation et de discussion autour de deux recherches respectivement relatives à l'ordre judiciaire et à l'ordre administratif, le 8 avril 2016 dans les locaux du ministère sur le site Olympe de Gouges, en présence, notamment, des services d'inspection des deux ordres de juridiction, de la DACS, de la DACG et de la DSJ.



Au sein du comité de rédaction des *Cahiers de la Justice*, dans lesquels la Mission a comme chaque année mis en valeur des travaux qu'elle a soutenus. Ainsi des articles d'Antoine Vauchez, « Enquête aux frontières des espaces politico-administratifs et au barreau d'affaires » (*Les Cahiers de la Justice*, 2016/1), de Caroline Touraut, « Les professionnels face aux personnes détenues âgées » (*Les Cahiers de la Justice*, 2016/2), et de Maryline Boizard, « le droit à l'oubli et le droit à l'effacement » (*Les Cahiers de la Justice*, 2016/4).



**Sur avis du Conseil
scientifique**

12 colloques ont été cofinancés par la Mission de recherche.

2 aides à l'édition accordées : Archives de politique criminelle, tome 38 (Pedone) ; Jean-Pierre Royer *et al.*, *Histoire de la justice en France du XVIII^e siècle à nos jours*, 5^e édition, Paris, PUF

**Remise des Prix Carbonnier et Vendôme de
la recherche sur le droit et la justice**

Le Prix Carbonnier attribué à **Florence Fouvet** pour sa thèse intitulée *Le principe de libre exercice d'une activité professionnelle*, soutenue le 5 mai 2015, à l'Université Lumière Lyon 2. Une mention spéciale du jury a été décernée à Raphaëlle Théry pour sa thèse intitulée *Libéralisme pénal. Principes, contradictions et enjeux d'une institution non idéale*, soutenue le 12 décembre 2015 à l'EHESS. La cérémonie s'est déroulée à la chambre criminelle de la Cour de cassation le 16 février 2017.

Le Prix Vendôme attribué à **Raphaëlle Théry** pour sa thèse intitulée *Libéralisme pénal. Principes, contradictions et enjeux d'une institution non idéale*, soutenue le 12 décembre 2015 à l'EHESS. Une mention spéciale du jury a été attribuée à Emilie Dubourg pour sa thèse *Les services pénitentiaires d'insertion et de probation, fondements juridiques, évolution, évaluation et avenir*, soutenue le 7 décembre 2015 à l'Université de Nantes. La cérémonie s'est déroulée en l'Hôtel de Bourvallais, place Vendôme, le 12 janvier 2017.



La participation au colloque « Justice, état des savoirs », organisé par la SDSE et l'EHESS le 27 mai 2016

« Frontières du droit, frontières de la justice »

Animation, par la directrice adjointe de la Mission, d'une table ronde sur le droit et les frontières.

Intervention de chercheurs, soutenus par la Mission :

- Jean-Pierre Bonafé-Schmitt pour *l'Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel (Paris, Lyon, Pau) : de la prescription à l'accord de médiation*, Centre Max Weber-Université de Lyon 2 (en cours).

- Antoine Vauchez, auteur d'une recherche intitulée *Espaces politico-administratifs et barreau de Paris, sociologie d'un espace-frontière*, une recherche réalisée avec le soutien de la Mission et terminée en 2015.

2.2. La modernisation des actions de communication permanentes de la Mission

Le site internet de la Mission

Véritable vitrine de son activité et de la recherche sur la justice et le droit, le site fait l'objet d'une actualisation constante et bénéficie désormais du savoir-faire d'une chargée de communication mise à disposition par le CNRS. **162 085 personnes différentes ont consulté le site de la Mission en 2016, contre 61 147 en 2015, soit une hausse de 165 %.**

Le site HAL-SHS

Les rapports de recherches produits avec le soutien de la Mission sont systématiquement mis en ligne sur le site HAL-SHS (CNRS), au-delà donc de son propre site internet.



Le « carnet de recherche » de la Mission

Inauguré en janvier 2015, ce site diffuse l'actualité de la Mission comme celle de la recherche, auprès de la communauté des chercheurs et des praticiens du droit et de la justice. **Le carnet de recherche de la Mission a reçu 13 509 visites en 2016, contre 7 348 en 2015, soit une hausse de près de 83,8 %.**

La Lettre de la Mission

Adressée à quelque 10 000 destinataires, sous la forme d'articles des chercheurs ou des membres de la Mission, d'interviews ou de regards croisés, sur l'actualité et notamment les appels à projets du GIP, sur les recherches, publications et colloques relatifs au droit et à la justice. En 2016, en raison du congé maternité de la chargée de communication puis de l'intense préparation des Etats généraux de la recherche sur le droit et la Justice, la Lettre de la Mission n'a pu paraître après le mois de mars. Elle sera à nouveau diffusée en 2017.

La diffusion des rapports

Les rapports de recherches sont remis en 50 exemplaires à la Mission qui procède alors à leur diffusion. La Mission adresse en priorité les rapports aux bibliothèques de la Cour de cassation, de la cour d'appel, du tribunal de grande instance de Paris, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil d'Etat, du Conseil constitutionnel, de la Chancellerie, à la médiathèque et au département de recherche de l'ENM, aux membres du cabinet du Garde des Sceaux. En fonction des thèmes, les rapports sont adressés aux directions du ministère concernées (DACS, DACG, DAP, DPJJ etc.), aux magistrats (des ordres judiciaire et administratif) et aux autres institutions concernées (liste principale). Une liste secondaire constituée de bibliothèques universitaires complète les envois.



3. Focus sur les recherches achevées en 2016, leur diffusion et leur valorisation

Le focus ci-après dresse le bilan de ces actions de valorisation.

Auteur(es)	Titre de la recherche	Diffusion et valorisation spécifiques
Nicolas COMBALBERT	Etude transversale multicentrique de l'état de santé mentale des détenus âgés et de leur prise en charge-pénitentiaire	Colloque sur « Les personnes âgées en détention » co-organisé avec la DAP le 30 septembre 2016 Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DAP, IGJ, ENAP, 9 directions interrégionales des services pénitentiaires
Magalie FLORES-LONJOU	La famille, le droit et le cinéma	Article dans Lettre de la Mission, décembre 2015 Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS, universitaires et liste secondaire
Catherine LENZI	L'ordre éducatif recomposé. De l'art de la prudence dans l'accompagnement des mineurs sous main de justice	Articles dans la Lettre de la Mission, mars 2016 Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DPJJ, ENPJJ, IGJ Pôle mineurs, IGAS, ONED
Mathilde BOUTONNET	Etude comparative des influences du principe de précaution sur la responsabilité juridique	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS, magistrats et universitaires spécialisés ; membres du comité scientifique de préparation du colloque sur le droit pénal de l'environnement qui se tiendra les 1 ^{er} et 2 juin 2017
Sophie FANTONI - QUINTON	Le principe de précaution face à l'incertitude scientifique : l'émergence d'une responsabilité spécifique dans le champ sanitaire	
Stefano MANACORDA	Dynamiques normatives du principe de précaution et métamorphoses de la responsabilité juridique	
Maryse DEGUERGUE	Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS, TA, CAA
Benoît BASTARD	Ethique et TIC. A quoi sert l'Ordre des avocats ?	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée, notamment auprès du cabinet du GDS, de la DACS, du CNB, des barreaux
Caroline GUIBET-LAFAYE	L'irresponsabilité pénale au prisme des représentations sociales de la folie et de la responsabilité des personnes souffrant de troubles mentaux	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, juges d'instruction Article dans <i>Les Cahiers de la Justice</i> (2017/1, à paraître)
Mustapha MEKKI	L'avenir du notariat	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : CSN, DACS, cabinet du GDS
Frédérique GRANET	Les violences conjugales – bilan des dispositifs et propositions d'amélioration	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, de la DACS, de l'IGJ et des JAF
Daniel DERIVOIS	Parcours et accompagnement de mères victimes de violences conjugales : une étude exploratoire dans le champ de la protection de l'enfance	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, de la DACS, de l'IGJ et des JAF
Laurent SOLINI	Modernisation du bâti et « expériences spatiales » au sein des prisons belges et françaises	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DAP, SPIP, 9 directions interrégionales des services pénitentiaires, IGJ Journée d'étude de la DAP : « Espaces de détention », les 1 ^{er} et 2 décembre 2016



Jeremy PERELMAN marie MERCATS- BRUNS	Les juridictions et les instances publiques dans la mise en œuvre du principe de non-discrimination	Séminaire de restitution : « Le principe de non-discrimination à l'épreuve du droit et des institutions chargées de sa mise en œuvre », co-organisé avec le Défenseur des droits, le 24 janvier 2017 Diffusion liste principale + diffusion ciblée, notamment auprès du cabinet du GDS, de la DACS, de la DACG, de l'IGJ, de la CNCDH et de la CEDH, ainsi que des juridictions administratives Rapport en ligne
Yann LAIDIE Philippe ICARD	Le principe de non-discrimination : l'analyse des discours (du juge administratif)	
Florence BELLIVIER Jean-Marc THOUVENIN	La lutte contre les discriminations à l'épreuve de son effectivité	
Christine DEMMER	Faire de la coutume Kanak un droit. Enjeux, histoire, questionnements	Diffusion liste principale + diffusion ciblée : DACG, DACS, ministère des l'Outre-Mer, magistrats Nouvelle-Calédonie, ENM Rapport en ligne
Etienne CORNUT Pascale DEUMIER	L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie	La Lettre de la Mission, mars 2016 Diffusion liste principale + Diffusion ciblée notamment auprès du cabinet du GDS, de la DPJJ, DACG et de l'ENPJJ
Dominique DUPREZ	Analyse de la délinquance des filles mineures et de leur prise en charge	Rapport publié chez Mare et Martin En attente 20 exemplaires pour diffusion
Cécile PERES	La modernité des renonciations en matière successorale	Rapport en ligne Publication de 2 ouvrages chez Bruylant en 6 exemplaires chacun
Brigitte FEUILLET	La réalité de deux principes de protection du corps humain dans le cadre de la biomédecine : la dignité et non-patrimonialité	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, présidents d'assises, membres du comité scientifique de préparation du colloque sur la cour d'assises qui se tiendra le 28 juin 2017 ; auprès des intervenants au colloque
Francis AFFERGAN	La construction de la motivation des décisions criminelles à l'audience : France, Belgique, Italie, Suisse	



Prévisions pour 2017

1. La production scientifique à venir

Élaborée en étroite concertation avec les directions du ministère de la Justice, le CNRS et le conseil scientifique de la Mission, la programmation scientifique 2017 a été approuvée par l'assemblée générale du 30 novembre 2017.

3 nouveaux appels à projets sont en cours :

- Droit, justice et numérique
- Les biens communs
- Les longues peines
- Le travail des personnels de la PJJ

Une seconde vague d'appels à projets sera lancée en juillet 2017 :

- Les relations entre magistrats et avocats
- La radicalisation violente
- La récidive et la désistance

Et toujours les recherches de gré à gré examinées par le conseil scientifique (Cf. liste des membres ci-contre).

La Mission remercie vivement, pour leur implication constante et fructueuse, les membres du conseil scientifique.

Loïc CADIET, professeur de droit de droit privé, Paris 1, président
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, professeur de droit public, Nanterre
Frédéric DESPORTES, avocat général, Cour de cassation
Martine KALUSZYNSKI, directrice de recherche (historienne, politiste), ScPo Grenoble
Yves ROBINEAU, conseiller d'État
Anne-Laure Hélène DES YLOUSES, avocate, membre du CNB
Valérie SAGANT, magistrat, directrice adjointe de l'ENM
Laurent WILLEMEZ, professeur de sociologie, Versailles-Saint-Quentin
Dominique REYGNER, magistrat, conseillère à la 1^{ère} chambre civile de la cour de cassation
Anne-Cécile DOUILLET, professeur de science politique, Lille 2
Gilles BONNET, notaire, Paris
Massimo VOGLIOTTI, maître de conférences en philosophie et théorie du droit, Italie, Piémont
Kathia MARTIN-CHENUT, chargée de recherche en droit, Strasbourg
Jean-Sylvestre BERGÉ, professeur de droit privé, Lyon 3
Philippe COMBESSIE, professeur de sociologie, Nanterre
Hugues DUMONT, professeur de droit, Bruxelles
Karen FIORENTINO, professeur d'histoire du droit, Dijon
Bruno JEANDIDIER, chargé de recherche en économie, Nancy
Stéphanie LACOUR, directrice de recherche en droit, ENS Cachan
Laurence LETURMY, professeur de droit privé et de sciences criminelles, Poitiers



2. Les opérations de valorisation en 2017

2.1. Les Etats généraux de la recherche sur le Droit et la Justice

La Mission de recherche Droit et Justice et le Secrétariat d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont co-organisé les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice, en partenariat avec l'ENM, le CNRS et le ministère de la Justice, du 30 janvier au 2 février 2017 sur le campus Gérard Mégie du CNRS à Paris (16^e).

Cette manifestation s'inscrit dans le sillage d'événements antérieurs. En effet, en mars 2005, le GIP Mission de recherche Droit et Justice avait organisé pour ses dix ans un grand colloque intitulé « Quelles perspectives pour la recherche juridique ? », qui faisait lui-même suite à une manifestation organisée à la Sorbonne en 1991, intitulée « Les Assises nationales de la recherche ».

Retour sur l'organisation des Etats généraux

L'organisation de ces Etats généraux a principalement reposé sur la Mission de recherche. Devant la nécessité d'une grande concertation sur l'avenir de la recherche dans le domaine du droit et de la justice, ainsi que sur la formation des juristes, il a été décidé de fusionner le projet porté par la Mission avec celui du Secrétariat d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en organisant un événement unique sur quatre journées.

Cette manifestation a rassemblé 150 intervenants (chercheurs, enseignants-chercheurs, praticiens, magistrats, avocats, membres de l'administration centrale de la justice) autour de 13 tables rondes, 7 ateliers et 2 conférences plénières.

Il est également important de signaler la grande diversité du public présent, composé d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, de membres des professions juridiques et judiciaires (magistrats, avocats, notaires), de doctorants ou encore de quelques journalistes.

Au total, ces Etats généraux ont accueilli 700 personnes sur les quatre journées. Grâce à la captation vidéo de l'événement, il était également possible d'assister en direct à la retransmission de ces journées sur internet. Il est toujours possible d'en consulter les vidéos à la demande². Ces vidéos ont été visionnées 2 557 fois à ce jour.

Un an de préparation a été nécessaire à l'organisation des États généraux entre l'élaboration de la programmation scientifique par leur comité scientifique³, avec l'aide du conseil scientifique de la Mission, la prise de contact avec les intervenants, la mise en œuvre du plan de communication et la préparation logistique de la manifestation.

Les Etats généraux ont été l'occasion de mener une analyse prospective des grandes questions sur le droit et la justice, d'essayer d'identifier et d'analyser les changements inévitables auxquels la recherche en ces matières sera confrontée dans les années à venir,

² Les vidéos à la demande des Etats généraux de la recherche sur le droit et la justice sont disponibles à l'adresse suivante : https://webcast.in2p3.fr/events-etats_generaux_de_la_recherche_sur_le_droit_et_la_justice

³ Composition du comité scientifique (par ordre alphabétique) : Thomas Clay, conseiller personnel du Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Thierry Mandon, professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin (Université Paris-Saclay), Ariane Clément, assistante scientifique en charge des États généraux, Mission de recherche Droit et Justice, Bénédicte Fauvarque-Cosson, chargée de mission à la direction générale de la Recherche et de l'Innovation au MENESR, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Florence Renucci, directrice de recherche CNRS, directrice-adjointe de la Mission de recherche Droit et Justice et Sandrine Zientara-Logeay, magistrat, inspectrice générale de la justice, directrice de la Mission de recherche Droit et Justice



d'anticiper au mieux les enjeux futurs, de réfléchir collectivement aux solutions pouvant être mises en place pour y répondre et d'organiser une collaboration structurelle entre les chercheurs et les praticiens par le biais du GIP Mission de recherche Droit et Justice.

Et après ?

Forts de la réussite de ces Etats généraux, la Mission de recherche et le Secrétariat d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entendent profiter de cette dynamique pour publier dans les mois à venir les actes de ces journées chez Lexisnexis.

Il est également prévu d'élaborer une contribution collective contenant une série de préconisations pour améliorer l'organisation de la recherche en droit et sur la justice. Dans le prolongement de la réalisation d'une synthèse sur *ce qui est*, l'objectif des Etats généraux est en effet de s'interroger sur les problématiques à venir et faire émerger les axes de recherches de demain.

2.2. Les autres opérations de valorisation prévues en 2017

- **Des colloques de valorisation des recherches financées par la Mission**

Les 1^{er} et 2 juin 2017 : colloque Justice pénale et environnement

Une journée et demie - En partenariat avec l'ENM et la Cour de cassation.

Colloque ouvert.

Avec invitation de professionnels étrangers (Espagne, Pays-Bas...)

Le 28 juin 2017 : colloque sur la motivation des décisions des cours d'assises

Valorisation des recherches sur la motivation des décisions des cours d'assises (F. Affergan, C. Besnier et A. Jolivet), l'intime conviction (L. Leturmy) et une recherche de Ph. Milburn financée par l'ENM.

Colloque inscrit dans le cadre de la formation des magistrats.

2 journées en partenariat avec l'ENM.

**Octobre 2017 :
Colloque sur la multiplication des critères de discrimination**

Colloque organisé en partenariat avec le Défenseur des droits, dans le prolongement du séminaire du 24 janvier 2017 (restitution de trois recherches et dialogue avec le Défenseur, la DACS, la DACG, l'IGJ...)



Annexe

Les recherches en cours, panorama thématique

1. Organisation judiciaire, professions juridiques et judiciaires, évolutions de la justice

(AO = appel à projets ; GAG = recherche spontanée, de gré à gré)

Déjudiciarisation et office du juge

Maryse DEGUERGUE Gérard MARCOU Catherine TEITGEN- COLLY	Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques	A.O. Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques
Virginie LARRIBAU- TERNEYRE Arnaud LECOURT	Réflexion sur la notion de régime de la médiation au sein des modes amiables de résolutions des différends : étude à partir des expériences de médiation dans le ressort de 5 cours d'appel	AO Médiation
Philippe CHARRIER Adrien BASCOULERGUE	Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord de médiation	AO Médiation
Jean-Baptiste PERRIER Sylvie CIMAMONTI	Les enjeux de la déjudiciarisation	AO Déjudiciarisation

Nouvelles technologies

Pierre BONIN	Cartographies en Ligne et analyse du droit enseigné	AO Droit, justice et numérique
Emilie POTIN	La correspondance numérique dans les mesures de placement au titre de l'assistance éducative	AO Droit, justice et numérique
Lemy GODEFROY Jacques LEVY VEHEL	Comment le numérique transforme le droit et la justice par de nouveaux usages et un bouleversement de la prise de décision. Anticiper les évolutions pour les accompagner et les maîtriser	AO Droit, justice et numérique
Marc RENNEVILLE	L'outil numérique au service du patrimoine judiciaire	AO Droit, justice et numérique



Professions juridiques

Gilles LHUILIER	Les pratiques innovantes de formation des professionnels du droit : vers un modèle global ?	AO La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridiques, judiciaire, technologie et sociétale
William DROSS Hervé CROZE	La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridique, judiciaire, technologique et sociétale	AO La formation initiale et continue des professionnels du droit au regard des évolutions juridiques, judiciaire, technologie et sociétale

Barémisation de la justice

Cécile BOURREAU-DUBOIS	La barémisation de la Justice : une approche par l'analyse économique du droit	AO la Barémisation
Isabelle SAYN Vanessa PERROCHEAU Yann FAVIER Nathalie MERLEY	Les barèmes et autres outils techniques d'aide à la décision dans le fonctionnement du droit et de la Justice	AO la Barémisation
Stéphane GERRY-VERNIERES	La barémisation de la justice	AO la Barémisation

2. Domaine pénal

Droit pénal, procédure pénale

Sonia HARRATI David VAVASSORI	Construction d'une typologie des dynamiques violences conjugales et des trajectoires de vie du couple auteur/victime des violences conjugales	AO Violences conjugales
Bruno PY	L'utilisation des caractéristiques génétiques dans les procédures judiciaires : étude de dix années de pratiques en Meurthe-et-Moselle (2003-2013)	AO Utilisation des caractéristiques génétiques dans les processus judiciaires
Nicolas DODIER Janine BARBOT	Les témoignages des victimes à l'audience pénale d'une affaire de santé publique	GAG
MOUHANNA	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
LETURMY	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
VIGOUR	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
PERROCHEAU	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
GIUDICELLI	Groupes de recherches coordonnées – observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale	Recherche coordonnée
Laurence LETURMY Jérôme BOSSAN Cristina MAURO	Comparution sur reconnaissance de culpabilité – Bilans et perspectives	AO La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : analyse des pratiques et enjeux



Solène JOUANNEAU	VioCo-ProVic. Violences conjugales-Protection des victimes : usages et conditions d'application, dans les tribunaux français, des mesures judiciaires de protection des victimes de violences au sein du couple	GAG
Xavier CRETTEZ Romain SEZE	Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents	GAG
Nicolas RAFIN Marion DAVID	Sanctionner les « châtiments corporels » à visée éducative ? Aspects sociaux et juridiques d'un intolérable en devenir	GAG
Abdellali HAJJAT Audrey CELESTINE	Des paroles et des actes, la justice face aux infractions racistes	AO Racisme
BENEDICTE LAVAUD- LEGENDRE GUY MELANÇON	Analyse et visualisation des réseaux criminels de traite des êtres humains-AVRES	GAG

Exécution et application des peines

Sid ABDELLAOUI Nicolas AMADIO Patrick COLIN	Freins et leviers de la justice restaurative en France	AO La justice réparatrice pour les majeurs
Virginie GAUTRON Sylvie GRUNVALD	Etude pluridisciplinaire du dispositif des injonctions de soin dans une métropole régionale	GAG
Martine EVANS	Le suivi post-sentenciel : limites et perspectives. La mise en œuvre de la libération sous contrainte	AO le suivi post-sentenciel
Fabien JOBARD	Punitivités comparés. Représentations pénales en France et Allemagne	GAG
Olivier RAZAC Fabien GOURIOU Jérôme FERRAND	Eprouver le sens de la peine : les probationnaires face à l'éclectisme pénal	GAG

La prison

Nicolas COMBALBERT	Etude transversale multicentrique de l'état de santé mentale des détenus âgés et de leur prise en charge judiciaire médico-psychologique et pénitentiaire.	A.O. Le vieillissement et la perte d'autonomie en milieu carcéral
Laurent SOLINI Sylvain FERREZ	L'architecture carcérale. Modernisation du bâti et "expériences spatiales" au sein de prisons belges et françaises	AO Architecture carcérale
Claire DE GALEMBERT	La fabrique de l'aumônerie musulmane de prison	GAG
Fabrice GUILBAUD	La socialisation professionnelle des surveillants de prison 1993-2017 – Une perspectives longitudinale, quantitative et qualitative	GAG

Mineurs

Sophie JEHEL Patricia ATTIGUI	Les adolescents face aux images « trash » : stratégies, vulnérabilités, remédiations. Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certaines jeunes	GAG
--	--	-----



Catherine LENZI Philip MILBURN Nicolas SALLEE Bruno MILLY	Le travail éducatif contraint en milieu ouvert dans la prise en charge pénale des mineurs	GAG
--	---	-----

3. Domaine civil, économique et travail

Droit civil

Marie-Angèle HERMITTE Karène PARIZER-KRIEF Séverine MATHIEU	Analyse juridique et sociologique de l'état des questions en France à la lumière des pratiques étrangères en matière de filiation des enfants conçus hors la loi	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Clotilde BRUNETTI-PONS	Le droit à l'enfant et la filiation en France et dans le Monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Michelle GIROUX	Le « droit à l'enfant » et la filiation en France et dans le monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Jérôme COURDURIÉS	Le « droit à l'enfant » et la filiation en France et dans le monde	AO Le droit à l'enfant et la filiation, en France et dans le monde
Laurence HERAULT	Etat civil de demain et transidentité	A.O Etat civil
François VIALLA	De l'assignation à la réassignation du sexe à l'état civil. Etude de l'opportunité d'une réforme	A.O Etat civil
Aurore CHAIGNEAU	L'état civil hors les frontières	A.O Etat civil
Gaëlle CLAVANDIER Guillaume ROUSSET	PERISENS : Périnatal, statuts, enregistrement et statistiques. Processus de reconnaissance des enfants sans vie : entre traitements différenciés et inégalités	GAG
Blandine MALLEVAY	Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales	GAG

Droit économique

Katrin DECKERT Sophie HARNAY Tatiana SACHS	L'efficacité des codes de gouvernance – perspectives comparées et pluridisciplinaires	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Emmanuelle MAZUYER	Quel cadre juridique pour une mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise ?	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Frédérique COULEE Julia MOTTE-BAUMVOL	L'effectivité des codes de gouvernances d'entreprise, de l'intérêt du droit international pour apprécier l'opportunité d'une réforme législative en France	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise



Jean-Christophe DUHAMEL Réda SEFSAF	Valeur de la gouvernance d'entreprise et gouvernances des valeurs de l'entreprise	AO Etude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise
Alain PIROTTE Aikaterini TITI	L'impact des traités d'investissement sur les flux d'investissements directs étrangers. Une nouvelle approche par la prise en compte des règles de droit des traités	GAG

Droit du travail

Aude LEJEUNE	Aménagements raisonnables au travail : importation et usages d'une catégorie juridique en France et en Belgique	GAG
---------------------	---	-----

4. Questions transversales

Santé et environnement

Eve TRUILHÉ-MARENGO	Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement	GAG
Marta TORRE-SCHAUB	Les dynamiques du contentieux climatique. Usages et mobilisation du droit face à la cause climatique	GAG

Contentieux spécifiques et questions transversales

Jean-Baptiste FOGLE Serge SLAMA	Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe	GAG
Elsa FOREY	L'application du principe de laïcité dans la justice	AO Laïcité
Mathilde PHILIP-GAY	La laïcité dans la justice	AO Laïcité
Christine PAUTI	La laïcité dans la justice	AO Laïcité

5. Histoire

Sylvie HUMBERT	Archives orales des acteurs de la justice	GAG
Robert CARVAIS	Pratiques des savoirs entre jugement et innovation. Experts, expertises du bâtiment, Paris, 1390-1790	GAG

6. Domaine du droit public, droit constitutionnel

Fanny MALHIÈRE	L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes	GAG
Antoine VAUCHEZ	Juges, régulateurs et déontologues. Politiques de l'indépendance et nouvelles formes d'autorité politique	GAG